Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 132 (1987)
Heft: 1

Artikel: Crises et mutations du Parti socialiste français de 1936 à 1981
Autor: Durecq, Herbert
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344749

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Crises et mutations du Parti socialiste français de 1936 à 1981

par Herbert Durecq *

Entre l'avènement du Front populaire en 1936, et celui de l'union de la gauche en 1981, existent bien des similitudes qui n'ont pas manqué d'être mises en exergue depuis quelques années. Pourtant, au-delà de l'évidence de l'exercice du pouvoir par un parti socialiste flanqué à sa gauche par le P.C.F. et à sa droite par un parti radical, une différence majeure subsiste parmi bien d'autres, et qui concerne au premier chef la place et l'importance du parti socialiste dans une coalition. Il ne fait plus guère de doute que le caractère éphémère du Gouvernement Blum, qui n'a duré en fait qu'un an, est le reflet de l'importance relative de la S.F.I.O. au sein de la gauche, que le score électoral de 1936 met bien en relief. La distance est donc grande avec la «vague rose» de 1981.

Mais il faut bien reconnaître que cette faiblesse relative du parti socialiste s'inscrit dans une longue série de crises qui, depuis la scission du congrès de Tours, et malgré l'action de redressement de Léon Blum à partir de 1930, ne cessent depuis lors de secouer le parti. Pourtant c'est dans un contexte semblable que l'on peut situer la dynamique de rénovation du parti dans les années 60 et 70.

Il convient alors de s'interroger sur le rôle qu'ont pu jouer les crises de la S.F.I.O. puis du parti socialiste dans les mutations qu'a connues depuis les années 30 cette importante formation de la gauche. Il apparaît ainsi que, jusqu'au milieu des années 60, les crises qui secouent la S.F.I.O. sont le révélateur des ambiguïtés d'une évolution en forme de déclin; mais à partir de cette période, c'est en tirant les conséquences de ses échecs que le parti socialiste parvient à retrouver un dynamisme qui l'amènera à la victoire de 1981.

I. ***Pendant 30 années, les crises qui secouent la S.F.I.O. sont les révélateurs des ambiguïtés d'une évolution en forme de déclin:*** jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, elles mettent en évidence les divisions du parti face à son idéologie, puis à partir du congrès de 1946 elles montrent l'inadaptation de la nouvelle doctrine aux réalités politiques et sociales.

* *Jusqu'à la fin de la guerre*, le parti est divisé sur le thème de son idéologie et même Léon Blum ne parvient pas à réaliser le syncrétisme nécessaire.

– Malgré un certain charisme qui tient à son honnêteté scrupuleuse et à une grande justice intellectuelle, l'homme lui-même est contesté par les autres partis politiques, dont le P.C.F., bien sûr, mais aussi au sein

---

* correspondant français

même de son parti, où sa modération et sa vision du «juste milieu» qui transparaissent dans la distinction qu'il fait entre «l'exercice et la conquête du pouvoir» lui attirent des critiques de ses ailes droite et gauche. C'est ainsi en 1933, le schisme des néo-socialistes, qui, derrière Déat, s'inspirent des idées d'Henri de Man et proposent un socialisme plus réformiste, pragmatique avec appel aux classes moyennes. Mais c'est aussi l'apparition d'une aile gauche du parti, plus radicale, avec Marceau Pivert, et un certain nombre d'éléments trotskistes.

– L'échec du Front populaire est donc en partie celui du monolithisme de la S.F.I.O. qui se divise en 1937, sur le thème de la «pause» dans les réformes entreprises; le retrait des ministres socialistes du Gouvernement Chautemps, en 1938, trouve son origine dans l'opposition à la fois des «planistes» (A. Phillip – J. Moch) qui reprochent à Léon Blum de n'avoir pas mis en œuvre suffisamment de réformes de structures et des «gauchistes» de la Fédération de la Seine qui trouvent le gouvernement trop bourgeois. A l'issue du second Gouvernement Blum, le groupe de Marceau Pivert est également exclu de la S.F.I.O.

– La division du parti se manifeste également lors de la crise de Munich (le choix du «lâche soulagement ou de la honte») qui partage les opinions entre «Blumistes» et «Paul Fauristes», entre partisans d'une réelle négociation ou d'une organisation de la paix. Cependant, rares sont les députés socialistes qui votent contre les accords de Munich. Et cette tendance se retrouve lors du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain où seuls 39 parlementaires S.F.I.O. votent non.

– L'Occupation et la Libération consacrent les ambiguïtés d'un parti dont une partie des dirigeants fait allégeance à Vichy (dont Paul Faure, secrétaire général du parti), une autre rejoint la France libre après les incitations de Léon Blum au ralliement à de Gaulle, une troisième s'engage dans la Résistance au sein de laquelle, grâce à l'action de Daniel Mayer, la S.F.I.O. parvient à se réorganiser.

Mais ces crises qui révèlent la désunion des dirigeants et des militants consacrent le déclin d'un parti qui à la Libération est largement distancé par le parti communiste et le M.R.P.

* *Aussi, le congrès de 1946* qui voit le triomphe des vues «gauchistes» de Guy Mollet contre celles plus humanistes de D. Mayer, tend-il à revenir à un socialisme plus intégral, accompagné d'une restructuration de l'appareil du parti. Mais les crises qui s'ouvrent au cours du «régime» de Guy Mollet vont consacrer le décalage entre cette doctrine et les réalités sociales et politiques.

– L'adoption de cette nouvelle idéologie plus radicale du socialisme, après un duel serré entre la tendance de Léon Blum (D. Mayer) et celle du

nouveau secrétaire du parti, trouve sa place dans un contexte peu favorable sur le plan social, car il est désormais évident que la clientèle ouvrière de la S.F.I.O. s'est restreinte au profit du P.C.F., si l'on en juge d'après les résultats des diverses consultations électorales de 1946.

L'ouverture du parti aux classes moyennes et aux ruraux est désormais consacrée. Mais en outre, à partir de 1947, la guerre froide semble montrer l'incompatibilité des thèses trop marxistes avec l'appartenance au bloc occidental. Le pragmatisme de Guy Mollet faisant le reste, la doctrine fait une grande part à l'anti communisme.

– Il s'ensuit la position inconfortable de la S.F.I.O. au sein des gouvernements de troisième force et les déchirements du parti vis-à-vis de la politique algérienne de G. Mollet.

– Que reste-t-il en effet des thèses internationalistes, anti-militaristes, anti-colonialistes au regard de la pratique?

Les ambiguïtés atteignent leur paroxysme lorsque G. Mollet appelle à voter en faveur du général de Gaulle en 1958. C'est alors le «laminage» électoral de la S.F.I.O. qui ne possède plus qu'une quarantaine de sièges à l'assemblée et le schisme du parti socialiste autonome de Depreux en 1968.

Malgré des tentatives de renouvellement doctrinal avec M. Phillip, J. Moch puis G. Defferre en 1963, malgré un retour à l'opposition dès 1959, l'échec de la candidature Defferre ébauchée (dès 1965) pour réagir contre la réforme constitutionnelle de 1962 est en fait l'échec d'un parti où les chefs restent divisés et où le décalage entre l'idéologie et la pratique est un élément dissuasif vis-à-vis des militants qui s'interrogent et auxquels d'autres partis proposent autre chose.

II. ***Pourtant, à partir de l'élection présidentielle de 1965*, en tirant les leçons de ses propres échecs, le parti socialiste parvient à retrouver *un dynamisme victorieux***. En effet, l'échec de la politique de recentrage de G. Defferre permet de remettre le parti face à son électorat, puis les difficultés de la stratégie d'union favorisent la percée du P.S. au sein de la gauche.

* La nécessité *de remettre le parti face à son électorat*, c'est-à-dire de préciser son idéologie compte tenu de sa base sociale, est apparue avec l'échec de la Grande Fédération de G. Defferre, trop ouverte au centre. Mais en parallèle, le désir de rénovation s'est manifesté dans l'alliance avec la Convention des Institutions républicaines, les clubs et la création de la F.G.D.S. autour de François Mitterrand, ancien leader de l'U.D.S.R. Le choix de l'orientation est nettement plus à gauche et l'alliance électorale avec le P.C.F. devient d'actualité.

– Cependant, l'échec de François Mitterrand aux élections présidentielles, son acceptation d'un régime qu'il a décrit comme un «coup d'Etat permanent» consacrent en fait son inaptitude à prendre la tête, en 1968,

d'un mouvement de contestation qui refuse l'ensemble des partis. La dérive des militants vers le P.S.U., né de la transformation du P.S.A., et l'attrait de certains mouvements gauchistes rendent de plus en plus nécessaire la rénovation de la «vieille maison» que la catastrophe aux présidentielles de 1969 – imputable dans une mesure à la rupture entre la S.F.I.O. et la C.I.R. – semble vouloir précipiter.

– Ainsi, le congrès de 1969 à Issy-les-Moulineaux voit l'émergence – relative – d'Alain Savary à la tête du nouveau parti socialiste en remplacement de Guy Mollet, décidé à abandonner toute responsabilité dirigeante. Cependant la faiblesse de la majorité en faveur du nouveau premier secrétaire, les hésitations en matière d'alliances (vers les radicaux ou le P.C.F.), la virulence des «courants» représentés au sein du parti et l'ouverture aux autres tendances socialisantes externes divisent et affaiblissent le parti et appellent à un congrès d'unification qui se tient à Epinay en 1971.

François Mitterrand est alors élu à la tête du parti socialiste grâce à une stratégie d'union avec le C.E.R.E.S. (le plus à gauche) et qui consacre donc, outre la volonté de maintenir les tendances au sein du parti et celle de revenir à une idéologie socialiste forte et à un recrutement et un style plus jeunes, le désir affiché d'une alliance avec le P.C.F.

* *Les difficultés d'une stratégie d'union* vont alors favoriser nettement le leadership du P.S. au sein de la gauche, gage de son succès retrouvé.

– Malgré l'échec de F. Mitterrand aux élections présidentielles de 1974, il apparaît bien que la stratégie d'union se révèle intéressante puisque la «discipline républicaine» fonctionne bien au second tour.

Cette stratégie est facilitée par un consensus relativement important de la part des instances dirigeantes car l'ouverture à droite qu'apporte le M.R.G. peut paraître symbolique d'un refus d'inféodation au P.C.F.

– C'est d'ailleurs à ce moment précis que la rupture de 1977 entre le P.C. et le P.S. sur l'actualisation du programme commun sert la cause du parti de F. Mitterrand. En effet, cette rupture apparaît comme le refus – symbolisé par la présence de G. Defferre parmi les négociateurs – de reconnaître la place que le P.C. veut assumer. Elle a pour effet, au-delà de l'échec aux législatives de 1978, de sécuriser les militants effrayés par la possibilité de voir des ministres communistes au gouvernement. Elle permet de mettre en évidence une alternance de gauche possible sans radicalisation idéologique. Elle contribue donc grandement à assoir la base sociale du parti, son influence au sein de la gauche et son aptitude à gouverner en tant que «premier parti de France», si l'on en juge d'après les résultats électoraux depuis 1974.

– Aussi la victoire de mai 1981, avant d'être celle de la gauche, est celle du parti socialiste qui obtient la

majorité absolue en sièges; elle montre parallèlement le déclin du parti communiste.

Le parti socialiste a donc su tirer parti de ses difficultés internes pour renforcer sa dynamique de conquête à l'intérieur de la gauche puis des institutions françaises, au sein desquelles il a désormais la certitude d'exercer le pouvoir durant un temps pratiquement assuré et donc de parfaire à la fois son image mais aussi son aptitude à gouverner, ce qui ne lui avait pas été possible en 1936.

Conclusion

Depuis le congrès de Tours, le parti socialiste a été en crise. Il a connu des crises idéologiques vis-à-vis de sa base, des crises d'influence au sein des partis de la gauche, des crises de pouvoir vis-à-vis des institutions. Ces problèmes ont conduit à une lente dégradation qui ne s'est achevée qu'au milieu des années 60.

En définitive, ces crises ont été tout d'abord un révélateur avant de devenir le moteur d'une rénovation favorisée par la rencontre d'un homme et d'un parti, dans le cadre d'institutions nationales nouvelles et face à un électorat spécifique mais reconnu.

En fait, le raffermissement idéologique, le leadership au sein de la gauche et l'exercice – provisoire – du pouvoir n'ont pas occulté la difficulté majeure à laquelle le P.S. a dû faire face et qui représente une des causes de son échec électoral de mars 1986: la question de la modernisation de son idéologie et de ses structures, en un mot sa «modernité». Une nouvelle cure d'opposition, en dépit de la persistance de son chef à la tête de l'Etat, sera-t-elle de nature à faciliter un nouveau débat à ce sujet et une solution durable?

H. D.